

AGENDA MILITANT

1 juin — 18h30	Apéro à l'usine de Veninoy Venissieux
7 et 8 juin — 18h30	Conférence Table Rase sur les oppositions de gauche dans le parti bolchevique Université Lumière Lyon 2 (quais) Lyon 7 salle CR O5
16 juin — 14h	Gay Pride métro Masséna
20 juin — 18h	Rassemblement interna- tional pour la libération des prisonniers politiques en Iran. place Bellecour
23 juin — 10h30	Rassemblement pour la libération des prisonniers politiques en Turquie. place Gabriel Péri (Guillotière)

QUI SOMMES-NOUS ?

Union Pour le Communisme est un groupe de la gauche communiste. Nous militons pour la reconstruction de partis et d'une internationale communiste révolutionnaire, la prise du pouvoir par les travailleurs, la création d'une société sans classes ni États. Le communisme n'a jamais existé et les régimes qui portaient ce titre en Russie ou ailleurs étaient des régimes capitalistes qui ont confisqué le prestige de la révolution ouvrière d'Octobre 1917.

Nous militons dans l'entreprise, dans les quartiers, les syndicats et associations parmi les travailleurs,

les femmes opprimées par le patriarcat, les précaires et les chômeurs, qu'ils aient ou non des papiers et quel que soit leur nationalité. Nous contestons dans ces luttes la conciliation des appareils politiques et syndicaux avec le régime capitaliste.

Lutter et s'organiser nécessite également de développer une connaissance globale du système capitaliste et c'est pourquoi nous avons créé l'association Table Rase, un outil d'éducation populaire, de débat et d'échanges autour du marxisme.

Nous rejoindre permettra de consolider cette perspective.

contactez nous à cette adresse

UPCOMMUNISME
@NO-LOG.ORG

pour plus d'informations

UNIONPOURLECOMMUNISME
.WORDPRESS.COM

JUIN 2012

POUR LE COMMUNISME!
FEUILLE MENSUELLE DU GROUPE UNION POUR LE COMMUNISME

NUMÉRO 4

ÉDITO

DE QUOI MANUEL VALLS EST-IL LE NOM ?

Manuel Valls est donc le nouveau premier flic de France. Il entre à son tour, après Nicolas Sarkozy, Brice Hortefeux et Claude Guéant, dans ce ministère de l'intérieur qui se charge de la surveillance et de la répression des milieux prolétariens, qui organise l'arbitraire administratif contre les couches sociales les plus fragiles, et en particulier les immigrés, et l'impunité pour les puissants.

De l'occupation à Octobre 1961, ce ministère et l'institution policière se sont distingués dans la servilité à l'égard des maîtres du moment, en particulier lorsque ces derniers laissaient libre cours aux éléments racistes, machistes ou antisémites qui ont toujours cherché à donner le "la" dans les bandes d'hommes armés au service de l'État.

Les sociaux-démocrates, gestionnaires loyaux du capitalisme, défendaient par le passé le mythe d'une police républicaine, au service de la population. Certes, au pouvoir, dans le Front populaire et après, ils n'hésitaient pas à ordonner à la police de tirer, contre les ouvriers en grève, contre les colonisés insurgés. Mais, tout de même, ils s'aventuraient parfois à discuter d'épurer la police de ses éléments d'extrême-droite, et prétendaient défendre le droit du pauvre plutôt que la criminalisation de la misère et de ses effets sociaux.

Manuel Valls, partisan passionné du renforcement de l'appareil répressif d'état, est le nom de la social-démocratie décomplexée. Une social-démocratie qui n'enrobe plus ni sa haine des pauvres et de la révolution ni ses sympathies nationalistes dans les discours sur l'avenir radieux qu'elle nous préparerait, de réformes parlementaires en réformes parlementaires. Hé bien ! Nous ne sommes pas nostalgiques de ce passé-là. La nomination à l'Intérieur d'un politicien qui n'a rien à envier à Sarkozy est au contraire l'occasion de bien montrer que tous ceux et toutes celles qui s'aventureront à soutenir ce gouvernement, même de façon "critique", ne peuvent se targuer d'être dans le camp des opprimés.

POUR EMPÊCHER LES LICENCIEMENTS NE LAISSONS PAS DE TRÊVE AU GOUVERNEMENT!

Hollande a promis de procéder à des réformes structurelles pour rendre l'industrie française compétitive et pour équilibrer le budget de l'État d'ici 2017. « Compétitif » dans la bouche d'un chef de l'état ou d'un patron n'augure jamais rien de bon pour les salariés... car les plans de licenciements prévus ces prochains mois sont

réalisés par les milliardaires du CAC 40 justement au nom de cette « compétitivité ». Si les médias commencent à tirer la sonnette d'alarme du côté des syndicats on parle de négociations, de plans repoussés... repoussé à quand? Après les législatives? Permettons à la gauche de gagner on verra après? Cette stratégie en plus

d'être erronée et dangereuse va totalement dans le sens de Parisot et de ses amis. C'est maintenant qu'il faut se coordonner, se mettre en grève et bloquer l'industrie car si l'on attend l'irréparable il sera trop tard... Le 7 février dernier un rassemblement avait rassemblé tous les salariés d'Arkema devant l'usine de Saint-Fons dans le Rhône, le 17 février c'était également la grève sur le site de Pierre-Bénite.

Mais nous le constatons tous les jours ce n'est pas une mobilisation sur un site (comme celui de Florange pour Arcelor Mittal ou de Fralib dans les

Bouches-du-Rhône dont l'avenir est toujours flou) ni des ministères pour le renouvellement productif ou un plan contre les délocalisations – proposition du Front de Gauche – qui fera reculer le patronat dans sa course au profit mais bel et bien l'action coordonnée et concertée de l'ensemble du salariat en lutte contre les licenciements. Pour cela il ne faudra compter que sur notre force et repousser la stratégie imposée par les directions syndicales des « manifestations d'un jour » espacées dans le temps et construire un appareil de direction de la grève au niveau national.

LICENCIEMENTS PRÉVUS

PSA Peugeot Citroen 6000	Novatrans, filiale de la SNCF 260
Air France 2000 à 5000 suppressions de postes et gel des salaires et des embauches	Banques (Crédit Agricole, la Société Générale et BNP Paribas) 7200 , dont 2500 en France
SNCM 800	Cofinoga 433

Carrefour
3000 à 5000

Auchan
1700 emplois
menacés

Marché
de la télécom-
munication
suite à l'arrivée
de Free
10000

HP
27000 dont **400**
en France

Technicolor
600, dont **125**
en France,
plus suppression
du site à Angers
(350 salariés)

RIO tinto
2200

Areva
1000
et gel des
embauches

Presstalis
1000

...

MAI ——— JUNI 1936

11 mai 1936, au Havre : 600 ouvriers, 250 employés et techniciens de l'entreprise Bregat arrêtent le travail et occupent l'usine, suite au licenciement de deux militants syndicaux. Le 13 mai, un mouvement identique éclate à Toulouse. Dans les jours qui suivent, l'industrie aéronautique et métallurgique de la région parisienne est touchée, puis les usines Renault. 600 000 ouvrier-e-s sont présents pour commémorer la Commune, le 24 mai au mur des fédérés.

De fait, la grève devient générale en juin et la perspective d'une situation révolutionnaire se précise. Le nouveau gouvernement de gauche, la CGT, proposent une négociation. Effrayée, se sentant menacée dans sa propriété, la bourgeoisie lâche la semaine de 40 heures et les congés payés. Les syndicats confédérés font reprendre, difficilement, le travail.

La gauche a coutume de présenter les congés payés et les lois sociales comme l'œuvre du bloc électoral qui rassemble PS, PC et radicaux de gauche. Les anarcho-syndicalistes, les organisations « de lutte » rétorquent, à raison, que ces avancées sociales n'étaient pas dans le programme

LE FRONT POPULAIRE CONTRE LA RÉVOLUTION



du Front Populaire, et que c'est la lutte qui les a imposé. Cette sentence esquivé le point central : comment, dans ce même pays où les ouvrier-e-s ont imposé de telles choses, le régime de Vichy peut s'imposer, quelques années plus tard, avec l'assentiment de bien des députés « socialistes » ?

Pour nous, la réponse est qu'il ne faut pas reculer, ni faire les révolutions à moitié. En 1936, le mouvement ouvrier a troqué le communisme et la révolution contre des congés et des augmentations de salaire. Il l'a fait sous l'influence du PCF, qui avait abandonné depuis quelques années la perspective de la révolution, notamment pour cause d'« unité antifasciste ». Aujourd'hui, le gouvernement de gauche soulève bien peu d'espoirs. Mais cette même politique est défendue par bien des gens qui, à la gauche du PS, veulent créer un nouveau Front Populaire. Il ne faut pas leur accorder notre confiance.